

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-Meslay

Parçay-Meslay, le 13/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HUTCHINSON

20 rue des Martyrs
BP 423
37300 Joué-lès-Tours

Références : 2023 – 1110 - VAT20230634
Code AIOT : 0010000685

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2023 dans l'établissement HUTCHINSON implanté 20, rue des Martyrs BP 423 37304 Joué-lès-Tours. L'inspection a été annoncée le 19/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HUTCHINSON
- 20, rue des Martyrs BP 423 37304 Joué-lès-Tours
- Code AIOT : 0010000685
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Filiale du groupe TOTAL, la société HUTCHINSON est implantée depuis 1962 sur la commune de Joué-lès-Tours. Elle est spécialisée dans la fabrication de courroies de transmission, poulies découpleuses, tendeurs et poulies thermodures pour les secteurs de l'automobile et de l'industrie.

Il est à noter que l'activité de fabrication de tuyaux pour le transfert de fluides industriels (secteur FMS), auparavant exercée sur le site, est arrêté depuis avril 2021.

L'arrêt de cette activité n'a pas modifié la situation administrative du site au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Seuls les critères quantitatifs des rubriques de classement sont impactés, à la baisse.

Actuellement, environ 450 personnes sont employées sur le site, en 3 x 8, sur 5 jours.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites données aux constats des inspections du 27 avril 2023 et du 8 décembre 2022
- sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Plan de gestion de solvants	Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 3.2.5.3	Susceptible de suites	Sans objet
8	Emissions diffuses de composés organiques volatils	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 30 - 24	/	Sans objet
9	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 7.3.3	Susceptible de suites	Sans objet
10	Zone à atmosphère explosible	Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 7.3.3.1	Susceptible de suites	Sans objet
11	Abandon provisoire ou définitif d'un ouvrage de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 4.1.3.2.3	Susceptible de suites	Sans objet
17	Disponibilité des documents	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I et III	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Identification et connaissance des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe)	Susceptible de suites	Sans objet
2	Confinement	Règlement européen du 16/04/2014, article 3.2 et 3.3	Susceptible de suites	Sans objet
3	Registre	Règlement européen du 16/04/2014, article 6	Susceptible de suites	Sans objet
4	Contrôle périodique des équipements	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	Susceptible de suites	Sans objet
5	Marque de contrôle – absence de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Susceptible de suites	Sans objet
6	Substitution du perchloréthylène	Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 3	/	Sans objet
12	Approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 4.1.1	/	Sans objet
13	Volume annuel prélevé	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	/	Sans objet
14	Exemption par réduction antérieure du prélèvement	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3-2°	/	Sans objet
15	Exemption par réutilisation de l'eau	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3 – 3°	/	Sans objet
16	Prélèvements d'eau et rejets aqueux en cas de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 4.1.2	/	Sans objet
18	Valeur limite d'émission des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 4.3.8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats faits lors de cette inspection sont repris au sein des tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification et connaissance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe)
Thème(s) : Actions nationales 2023, Identification des équipements concernés
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/04/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Arrêté du 04/08/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 (Rubrique devenue la rubrique 1185 depuis le 25 octobre 2018)</p> <p>Annexe 1</p> <p>Point 3.2 : Etiquetage des équipements contenant des fluides</p> <p>Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.</p> <p>Point 3.3 : Etat des stocks de fluides</p> <p>L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.</p>
Constats : <p>Pas de non respect constaté.</p>
Observations : <p>Les observations réalisées par l'inspection le 27 avril 2023 ont conclu à l'absence d'étiquette mentionnant la nature du fluide et la quantité de fluide pour les deux circuits du banc d'essai D435.</p> <p>L'étiquetage attendu mentionnant la nature du fluide et la quantité de fluide pour les deux circuits du banc d'essai D435 a été réalisé par la société ENGIE en juin 2023.</p> <p>L'étiquetage a été constaté et n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 3.2 et 3.3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée : Règlement 517/2014 Article 3</p> <p>2. Les exploitants d'équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés prennent des précautions pour éviter le rejet accidentel (ci-après dénommé « fuite ») de ces gaz. Ils prennent toutes les mesures techniquement et économiquement possibles afin de réduire au minimum les fuites de gaz à effet de serre fluorés.</p> <p>3. Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluoré est détectée, les exploitants veillent à ce que l'équipement soit réparé dans les meilleurs délais.</p> <p>Article 7 – Arrêté du 29/02/016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés</p> <p>Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité.</p> <p>La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés.</p> <p>La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.</p> <p>Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.</p>
<p>Constats : Pas de non respect constaté.</p>
<p>Observations : Les services d'inspection ont observé le 27 avril 2023 que, lors du contrôle d'étanchéité du 15/11/2021, l'opérateur a identifié une fuite sur le circuit 1 au niveau de l'électrovanne TOR du compresseur de l'équipement H929. Le contrôle suivant, ne laissant pas apparaître d'anomalies, a eu lieu le 06/07/2022 d'après le registre de suivi de l'équipement. L'exploitant n'a cependant pas pu justifier que la fuite a été réparée dans un délai de 4 jours comme le prévoit la réglementation, ni lors de l'inspection du 27 avril 2023, ni consécutivement.</p>

Il a été constaté, lors de cette nouvelle inspection, pour remédier à cet écart, que l'exploitant a procédé à la mise à jour des procédures de l'établissement de sorte que le rapport de contrôle du prestataire et les justificatifs des actions correctives réalisées (intervention de la société AXIMA) soient dorénavant systématiquement enregistrés et annexés au registre de suivi de l'équipement.
Ces éléments n'appellent pas de remarque supplémentaire de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Registre

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 27/04/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Règlement 517/2014 : Article 6 - Tenue de registres 1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 4, paragraphe 1, établissent et tiennent à jour, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes : a) la quantité et le type de gaz à effet de serre fluorés installés ; b) les quantités de gaz à effet de serre fluorés ajoutées pendant l'installation, la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite ; c) la quantité de gaz à effet de serre fluorés installés qui a été éventuellement recyclée ou régénérée, y compris le nom et l'adresse de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat ; d) la quantité de gaz à effet de serre fluorés récupérée ; e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la réparation ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat ; f) les dates et les résultats des contrôles effectués au titre de l'article 4, paragraphes 1 à 3 ; g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz à effet de serre fluorés. [...]
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : Le registre de suivi des équipements comportant des fluides frigorigènes a été consulté. Ce dernier a été mis à jour. Les informations suivantes ont notamment été rajoutées : - la nature du gaz (HFC, HCFC,...) - la quantité de gaz à effet de serre fluorés installés qui a été éventuellement recyclée ou

<p>régénérée, y compris le nom et l'adresse de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat</p> <ul style="list-style-type: none"> - la quantité de gaz à effet de serre fluorés récupérée - si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz à effet de serre fluorés. <p>Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Contrôle périodique des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Fréquence des contrôles périodiques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté ministériel du 29 février 2016 – Article 4</p> <p>Le tableau de l'article 4 permet de déterminer la période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er en fonction de la catégorie de fluide, de la charge de l'équipement et du type de système de détection de fuite.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas de non respect constaté.</p>
<p>Observations :</p> <p>Lors de l'inspection du 27 avril 2023 il a été constaté le non respect de la fréquence de contrôle d'étanchéité de 6 mois pour les équipements H929, H927, H926.</p> <p>Il a été observé, pour l'ensemble des équipements H929, H927, H926, H921 et D435, la réalisation des contrôles attendus. Le dernier contrôle a été réalisé par la société TRANE le 20 juin 2023, la prochaine intervention étant prévue sur la période novembre/décembre.</p> <p>Afin d'éviter une dérive de la fréquence de ces contrôles, l'exploitant a indiqué avoir mis en place un plan de surveillance permettant de déclencher les interventions dans les délais.</p> <p>Ces éléments n'appellent pas de remarque supplémentaire de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Marque de contrôle – absence de fuite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Marque de contrôle à apposer

<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 29 février 2016 – Article 6</p> <p>Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.</p> <p>Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.</p>
<p>Constats : Pas de non respect constaté.</p>
<p>Observations : Comme mentionné au point de contrôle précédent, le contrôle d'étanchéité des équipements H929, H927, H926, H921, D435 et D811 a été renouvelé en juin 2023 (intervention société TRANE). Le marquage de ces équipements par la mise en place de vignettes à jour des informations attendues a été effectué à cette occasion.</p> <p>Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Substitution du perchlororéthylène

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Substitution du perchlororéthylène</p>
<p>Prescription contrôlée : A l'échéance du 31 décembre 2014, l'exploitant a procédé à la substitution de 64 % du perchloroéthylène utilisé.</p> <p>L'exploitant poursuit ses recherches pour trouver d'autres alternatives à l'utilisation du perchloroéthylène lors de la fabrication des courroies et les met en œuvre. Les résultats de cette démarche sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Pas de non respect constaté.</p>
<p>Observations : L'exploitant a fait valoir, ces dernières années, la mise en place d'une nouvelle technologie permettant de basculer d'une fabrication de courroies existantes à base de perchlororéthylène à une fabrication de courroies gainées ou cimentées (sans solvant).</p>

La substitution du PER était de 61 % en 2019, 74 % en 2020, 77 % en 2021, 81% en 2022, et 79 % à fin août 2023.

Bien que les résultats sur la consommation de perchlororéthylène affichés par l'exploitant présentent une certaine stabilité ces deux dernières années, l'objectif de la société est de supprimer définitivement le perchloroéthylène des process de l'établissement.

L'exploitant poursuit ses recherches pour trouver d'autres alternatives à l'utilisation du perchloroéthylène lors de la fabrication des courroies :

- Actions réalisées en 2022 :

- Remplacement des câblés 541068 et 541069 par le câblé gainé 541069G (câblé utilisé pour la production de courroies Poly-V-K BR Standard au secteur GS) : cela concerne les structure SK567, SK568, SK572 et SK574, soit 73000 jupes (de longueur 1 mètre) produites en 2022 ;
- Remplacement de la structure SK704 (câblé 551287) par la structure SK7040 (câblé gainé 551295G) : ce changement ne concerne que quelques références de courroies, mais un total de 15500 jupes (de longueur 1 mètre) produites en 2022.

- Actions en-cours :

- Remplacement des câblés 541066 et 541067 par le câblé gainé 541067G (délai: janvier 2024) ;
- Passage en câblé gainé pour la structure SJ307 : essais en-cours (délai: Juillet 2024) ;
- Passage en câblé gainé pour les courroies H et J Std : plusieurs essais en-cours mais pas de délai fixé à ce jour ;
- Remplacement du câblé 662236 : projet ouvert fin 2022 (délai : mi-2025).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Plan de gestion de solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 3.2.5.3

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion de solvants

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants (PGS), mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation.

L'exploitant transmet à l'inspection le plan de gestion de solvants annuellement, avant le 31 mars de l'année n+1 pour les émissions de l'année n, et l'informe de ses actions visant à réduire sa consommation de solvants.

Ce PGS est divisé en deux parties :

- une première partie pour les composés chlorés,

<ul style="list-style-type: none"> • une deuxième partie pour les composés non chlorés.
<p>Constats :</p> <p>Les calculs des différentes émissions des plans de gestion de solvants établis sont faits sur la totalité des solvants achetés alors qu'une grande part de ces solvants est revendue. Les calculs des différents types d'émissions doivent être faits sur la seule consommation de solvants de l'établissement.</p> <p>Il pourrait par ailleurs être intéressant que les plans de gestion de solvants présentent un tableau supplémentaire traduisant l'évolution de la consommation de solvants, des émissions canalisées, des émissions diffuses, sur les dernières années.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant a établi le plan de gestion de solvants de son établissement, document qu'il a communiqué à l'inspection par courriel du 27 mars 2023. Ce document comprend un chapitre sur les actions en cours visant à réduire la consommation de solvants, les dernières actions résidant dans le fait de remplacer la production de courroies à base de perchlororéthylène par des courroies dites gainées, sans solvants.</p> <p>Ce document est effectivement composé de deux parties, à savoir un 1er plan de gestion de solvants correspondant à l'ensemble des solvants utilisés sur le site, puis un second correspondant aux seuls solvants chlorés représentant l'essentiel des solvants utilisés sur site. Ces deux documents ne répondent pas précisément aux dispositions de l'article 3.2.5.3 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2012 mais permettent néanmoins d'en retirer toutes les informations attendues (deux PGS attendus traitant pour l'un des solvants chlorés, pour l'autre des solvants non chlorés, alors que l'exploitant réalise deux PGS traitant pour l'un des solvants chlorés, pour l'autre de la totalité des solvants consommés sur site).</p> <p>La consommation de solvants annuelle de l'établissement se monte, pour l'année 2022, à 26 758 tonnes, pour une consommation de solvants chlorés de 23 680 tonnes. Les émissions de composés organiques volatils se montent respectivement à 23 150 tonnes pour la totalité des solvants consommés de l'établissement (dont 25,95 % d'émissions diffuses) et à 20 072 tonnes pour les solvants chlorés (dont 25,43 % d'émissions diffuses).</p> <p>Néanmoins, les calculs des différentes émissions de ces documents sont faits sur la totalité des solvants achetés alors qu'une grande part de ces solvants est revendue. L'exploitant doit par conséquent être vigilant à ce que les calculs des différents types d'émissions soient faits sur la seule consommation de solvants de l'établissement.</p> <p>Il pourrait par ailleurs être intéressant que les plans de gestion de solvants présentent un tableau supplémentaire traduisant l'évolution de la consommation de solvants, des émissions canalisées, des émissions diffuses, sur les dernières années.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 8 : Emissions diffuses de composés organiques volatils

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 30 - 24</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses de composés organiques volatils</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Emploi ou réemploi de caoutchouc (toute activité de mixage, de malaxage, de calandrage, d'extrusion et de vulcanisation de caoutchouc naturel ou synthétique ainsi que toute opération connexe destinée à transformer le caoutchouc naturel ou synthétique en un produit fini) : si la consommation de solvants est supérieure à 15 tonnes par an, les dispositions du premier alinéa du a du 7° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes :</p> <p>[...]</p> <p>Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 25 % de la quantité de solvants utilisée. Les flux annuels des émissions diffuses ne comprennent pas les solvants vendus, avec les produits ou préparations, dans un récipient fermé hermétiquement.</p> <p>Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas si les émissions totales annuelles (canalisées et diffuses) de COV sont inférieures ou égales à 25 % de la quantité de solvant utilisée annuellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rejets diffus de composés organiques volatils ne respectent pas les 25 % autorisés de quantité de solvants consommés (25,95%).</p>
<p>Observations :</p> <p>Le plan de gestion de solvants 2022 fait valoir une consommation de solvants de 26 758 tonnes (supérieure à 15 tonnes => les dispositions de l'article 30 - 24 ci-dessus s'appliquent), dont les émissions totales représentent 23 150 tonnes, soit 86,52 % de la consommation de solvants annuelle (supérieure à 25 % => les dispositions de l'article 30 - 24 ci-dessus s'appliquent).</p> <p>Les émissions totales de 23 150 tonnes se composent de 16 205 tonnes d'émissions canalisées et 6 945 tonnes d'émissions diffuses. La part d'émissions diffuses représentent donc 25,95 % de la consommation de solvants annuelle, soit une quantité supérieure aux 25 % autorisés.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 9 : Vérification des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 7.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>[...]</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées</p>

dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

Deux anomalies électriques relevées lors de la dernière vérification des installations génèrent un risque d'incendie et d'explosion.

Observations :

La dernière vérification des installations électriques a été réalisée par l'APAVE début janvier 2022. L'établissement comporte 10 transformateurs électriques en fonctionnement. Un certificat Q18 a été établi pour chaque secteur associé à un transformateur.

Il en ressort les éléments suivants :

*** Bâtiment tendeurs-Poulies**

=> certificat Q18 du 11 janvier 2022 concluant à l'**absence de risque d'incendie et d'explosion** généré par l'état des installations électriques ;

*** Réseau poste 1000 KVA :**

=> certificat Q18 du 11 janvier 2022 concluant à l'absence de risque d'incendie et d'explosion généré par l'état des installations électriques ;

*** Réseau transfo n° 3 :**

=> certificat Q18 du 14 janvier 2022 concluant à l'absence de risque d'incendie et d'explosion généré par l'état des installations électriques ;

*** Réseau transfo n° 5 Boudineuses :**

=> certificat Q18 du 11 janvier 2022 concluant à l'absence de risque d'incendie et d'explosion généré par l'état des installations électriques ;

*** Transfo n° 6 réseau poste 2000 KVA :**

=> certificat Q18 du 14 janvier 2022 concluant à l'absence de risque d'incendie et d'explosion généré par l'état des installations électriques ;

*** Bâtiment développement/Transfo n° 7 :**

=> certificat Q18 du 11 janvier 2022 concluant à l'absence de risque d'incendie et d'explosion généré par l'état des installations électriques ;

*** Réseau TGBT 11/Transfo n° 11 :**

=> certificat Q18 du 14 janvier 2022 concluant à l'absence de risque d'incendie et d'explosion généré par l'état des installations électriques ;

*** Bâtiment n° 12/Transfo 12 :**

=> certificat Q18 du 11 janvier 2022 concluant à l'absence de risque d'incendie et d'explosion généré par l'état des installations électriques ;

*** Bâtiment Préparation 2000/Transfo n° 13 :**

=> certificat Q18 du 14 janvier 2022 concluant à l'**existence d'un risque d'incendie et d'explosion** généré par l'état des installations électriques, notamment par l'anomalie suivante :

- absence de limiteur de surtension au secondaire du transformateur dodécaphasé en régime IT actuel : l'exploitant a déclaré que l'arrêt du fonctionnement du transformateur n°13 est

programmé en fin d'année 2023 afin d'engager les actions correctives nécessaires à la levée de l'anomalie électrique constatée.

* Bâtiment Préparation 2000/Transfo n° 14 :

=> certificat Q18 du 14 janvier 2022 concluant à l'**existence d'un risque d'incendie et d'explosion** généré par l'état des installations électriques, notamment par l'anomalie suivante :

- absence de limiteur de surtension au secondaire du transformateur dodécaphasé en régime IT actuel : l'exploitant a déclaré que l'arrêt du fonctionnement du transformateur n°14 est programmé, comme pour le transformateur n° 13, en fin d'année 2023, afin d'engager les actions correctives nécessaires à la levée de l'anomalie électrique constatée.

Par ailleurs, la précédente vérification des installations électriques a été réalisé le 26 février 2021. La prochaine vérification des installations électriques est programmée en décembre 2023. La fréquence de vérification annuelle est donc bien respectée.

L'exploitant a par ailleurs précisé que les anomalies détectées à la suite de ces contrôles sont catégorisées en interne, 1, 2 ou 3 en fonction de leur importance et du degré d'urgence de l'intervention à engager (fichier de suivi informatique), les petites anomalies étant traitées en interne, les anomalies plus conséquentes étant soldées au travers de l'intervention d'un prestataire extérieur.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Zone à atmosphère explosible

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 7.3.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Zone à atmosphère explosible

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Dans les zones où des atmosphères explosives peuvent se présenter les appareils doivent être réduits au strict minimum, Ils doivent être conformes aux dispositions du décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 modifié relatif aux appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosive.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Constats : Deux extracteurs d'air présents au sein de l'établissement ne bénéficient pas des affichages ATEX réglementaires et ne sont pas répertoriés comme tels en dépit des atmosphères explosibles avérées.
Observations : Deux extracteurs d'air n'ont pas été identifiés comme étant potentiellement à l'origine d'atmosphère explosible alors que les plaquettes d'information des caractéristiques des moteurs le précisent, de même que les certificats associés aux filtres également (l'exploitant a précisé exiger dorénavant systématiquement la fourniture de ces certificats à l'achat).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Abandon provisoire ou définitif d'un ouvrage de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 4.1.3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Abandon provisoire ou définitif d'un ouvrage de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 08/12/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'abandon de l'ouvrage sera signalé au service de contrôle en vue de mesures de comblement. Tout ouvrage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations aquifères. * Abandon provisoire : En cas d'abandon ou d'un arrêt de longue durée, le forage sera déséquipé (extraction de la pompe). La protection de la tête et l'entretien de la zone neutralisée seront assurés. * Abandon définitif: Dans ce cas, la protection de tête pourra être enlevée et le forage sera comblé de graviers ou de sables propres jusqu'au plus 7 m du sol, suivi d'un bouchon de sobranite jusqu'à - 5 m et le reste sera cimenté (de -5 m jusqu'au sol). En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines et la mise en communication de nappes d'eau distinctes. L'exploitant communique au préfet dans les deux mois qui suivent le comblement, un rapport de travaux précisant les références de l'ouvrage comblé, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité à partir de cet ouvrage, les travaux de comblement effectués.
Constats : L'exploitant n'a pas engagé l'ensemble des actions attendues pour mettre en sécurité le forage FMS dans le cadre d'un abandon définitif.
Observations : L'exploitant a indiqué avoir mis à l'arrêt de manière définitive le forage FMS (référence sous le

code 04578X0048, prélèvement à 66,20 m dans la Craie du Turonien), l'un des deux forages du site. Néanmoins, lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'engagement des mesures réglementaires d'abandon définitif de ce forage n'a pas été justifié.
Lors de cette nouvelle inspection, l'exploitant a indiqué procéder actuellement au chiffrage du déséquipement de la pompe du forage en vue d'un abandon définitif.
Le constat est donc maintenu.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Approvisionnement en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Approvisionnement en eau

Prescription contrôlée :

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

- prélèvement maximum sur les eaux souterraines (2 forages dans la Craie du Turonien, usage industriel uniquement) : 40 000 m3 par an ;

- prélèvement maximum sur le réseau public (usage sanitaire et protection incendie) : 14000 m3 par an.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.

Constats :

Pas de non respect constaté.

Observations :

L'établissement est alimenté en eau par l'intermédiaire de deux types d'approvisionnement :

- l'eau de forage, alimentant exclusivement le process,

- l'eau de ville, à usage sanitaire et à usage d'alimentation des réserves d'eau pour l'intervention en cas d'incendie.

Ces dernières années, les prélèvements en eau de l'établissement ont été les suivants :

Année	Forage	Eau de ville	Total
2018	-	-	26749 m3
2019	13767 m3	10276 m3	24043 m3
2020	12727 m3	5964 m3	18661 m3
2021	17520 m3	6438 m3	23958 m3
2022	15286 m3	6034 m3	21320 m3

Comme indiqué au point de contrôle "prélèvement d'eau et rejet en cas de sécheresse" du présent rapport, les actions engagées par l'exploitant lui ont permis de réduire régulièrement la consommation d'eau de son établissement (passage d'une consommation globale de 26749 m3 d'eau à 21320 m3 entre 2018 et 2023,représentant une réduction de 5 429 m3, soit 20,29 % de

réduction).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Volume annuel prélevé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Volume annuel prélevé
Prescription contrôlée : Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : Comme évoqué au point de contrôle précédent, les prélèvements d'eau se sont montés, en 2022, à 15 286 m3 pour le forage, à 6 034 m3 pour le réseau public, soit un prélèvement total de 21 320 m3. Le volume d'eau prélevé sur l'année 2022 étant supérieur à 10 000 m3, les dispositions de l'arrêté du 30 juin 2023 s'appliquent à l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Exemption par réduction antérieure du prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3-2°
Thème(s) : Actions nationales 2023, Exemption
Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 2o Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018;
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : Le suivi de la consommation d'eau effectué par l'exploitant permettent de justifier que la société HUTCHINSON est passé d'un volume d'eau prélevé en 2018 de 26 749 m3 au niveau des forages de l'établissement et sur le réseau d'alimentation en eau potable à un volume d'eau prélevé de 21 320 m3 en 2022 (eaux de forage et alimentation en eau potable comprises). La réduction du volume d'eau prélevé observé entre 2018 et 2022 se monte donc à 5429 m3, soit une réduction de 20,29 % du volume d'eau total prélevé en 2018. par conséquent, la société HUTCHINSON relève du cas d'exemption mentionné aux dispositions de l'article 3-2° de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, à savoir avoir procédé à une réduction de l'eau prélevée d'au moins 20%. L'exploitant a par ailleurs justifié de la réalisation de nombreux investissements visant à réduire le

prélèvement en eau, accentué ces dernières années par la volonté du groupe de réduire de 5 % par an, jusqu'en 2025, la consommation annuelle en eau.
A ce titre, et dans le contexte de sécheresse rencontré régulièrement dorénavant, plusieurs investissements ont été réalisés :
<ul style="list-style-type: none"> - récupération des condensats (fonctionnement en circuit fermé), - utilisation d'eau osmosée sur la chaudière dorénavant, contre de l'eau déminéralisée précédemment, permettant de faire une économie de 20 % de l'eau consommée sur ce poste, - installation de robinets à détecteur de présence, - changement de pompe de surpression du forage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Exemption par réutilisation de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3 – 3°
Thème(s) : Actions nationales 2023, Exemption
Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 3o Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur;
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : L'exploitant a indiqué assurer la réutilisation d'une partie de l'eau nécessaire au process de vulcanisation des courroies, à savoir que les vapeurs sont récupérées, refroidies, et réinjectées dans le process ou réutilisées pour le chauffage des bâtiments. L'exploitant n'a néanmoins pas été en mesure de communiquer à l'inspection le taux de réutilisation de l'eau, ce qu'il convient d'effectuer et de suivre à l'avenir.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Prélèvements d'eau et rejets aqueux en cas de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau et rejets aqueux en cas de sécheresse
Prescription contrôlée : En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant : <ul style="list-style-type: none"> - de limiter tes prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels ; - d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie ;

- d'exercer une vigilance accrue sur les rejets que l'établissement génère vers le milieu naturel, avec notamment des observations journalières et éventuellement une augmentation de la périodicité des analyses d'autosurveillance ;
- de signaler toute anomalie qui entraînerait une pollution du cours d'eau ou de la nappe d'eau souterraine.

Si, à quelque échéance que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de il modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

Constats :

Pas de non respect constaté.

Observations :

Comme évoqué au point de contrôle n°14 du présent rapport, l'exploitant a indiqué que la volonté du groupe est de réduire de 5 % par an, jusqu'en 2025, la consommation annuelle en eau.

A ce titre, et dans le contexte de sécheresse rencontré régulièrement dorénavant, plusieurs investissements ont été réalisés :

- récupération des condensats (fonctionnement en circuit fermé),
- utilisation d'eau osmosée sur la chaudière dorénavant, contre de l'eau déminéralisée précédemment, permettant de faire une économie de 20 % de l'eau consommée sur ce poste,
- installation de robinets à détecteur de présence,
- changement de pompe de surpression du forage.

D'autres sont à l'étude :

- mise en place de compteurs connectés sur le réseau d'alimentation en eau potable,
- suppression des tours aéroréfrigérante en les remplaçant par des groupes froids fonctionnant en circuit fermé à l'aide d'eau glacée.

L'exploitant a par ailleurs indiqué être en recherche constante d'éventuelles fuites sur son réseau, assurant sur ce sujet-là, entre autre, une large campagne de sensibilisation de son personnel, et ce lui permettant d'intervenir au plus vite en cas de défaillance.

L'ensemble de ces actions ont conduit l'établissement à voir sa consommation d'eau de forage réduite de 17520 m3 en 2021 à 15286 m3 en 2022.

Au-delà des efforts déjà fournis dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement pour réduire autant que possible sa consommation d'eau, les seules actions supplémentaires envisagées par l'exploitant en cas de sécheresse, sans impacter la production, consistent à diffuser des consignes auprès du personnel en vue d'interdire l'arrosage et le nettoyage, et décaler les opérations de maintenance décennale et les épreuves de requalification des équipements qui le nécessitent. Il convient de noter également que l'établissement fait l'objet d'une fermeture annuelle du 1er au 15 août.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I et III
Thème(s) : Actions nationales 2023, Documents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. – L’exploitant tient à jour à la disposition de l’inspection des installations classées:</p> <p>1o La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d’eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d’eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées;</p> <p>[...]</p> <p>6o La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.</p> <p>III. – L’exploitant établit les éléments mentionnés aux 1o et 6o au plus tard trois mois après l’entrée en vigueur du présent arrêté. Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l’article 1er. Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l’article 2 tiennent également à la disposition de l’inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer les codes des masses d'eau associées au prélèvement et au rejet.</p>
<p>Observations :</p> <p>Au vu du cas d'exemption de la société HUTCHINSON à l'application des dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 évoqués auparavant, seuls les points 1 et 6 de l'article 4.I sont applicables à l'établissement.</p> <p>S'agissant du point 1°, l'exploitant a précisé que sur les deux forages présents au sein de l'établissement, un seul était utilisé, le prélèvement étant effectué dans la nappe de la Craie du Turonien. Le suivi de la consommation d'eau prélevé est quotidien (registres consultés). Les rejets s'effectuent dans le réseau public vers la station de traitement de Tours métropole val de Loire avec enregistrement mensuel (à hauteur de 9728 m3 en 2022), les rejets de cette station s'effectuant dans la Loire.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre permettant de suivre précisément les volumes prélevés, réutilisés, et réellement consommés, à une fréquence quotidienne, avec synthèses annuelles sont réalisées. Néanmoins, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer les codes des masses d'eau associées au prélèvement et au rejet.</p> <p>S'agissant du point 2°, comme évoqué précédemment, l'exploitant a été en mesure d'informer l'inspection, justification à l'appui, des améliorations et investissements qui ont récemment permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants.</p> <p>L'exploitant a pas ailleurs établi un listing des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article 4.III de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, l'ensemble</p>

des documents attendus ont été établis et tenus à la disposition de l'inspection dans les trois mois suivants l'entrée en vigueur du présent arrêté excepté concernant les masses d'eau concernés par le prélèvement et le rejet.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Valeur limite d'émission des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 4.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite d'émission des rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MES : <ul style="list-style-type: none"> --> concentration maximale sur une période de deux heures : 700 mg/L --> concentration moyenne journalière : 500 mg/L --> flux maximal journalier : 30 kg/j - DCO : <ul style="list-style-type: none"> --> concentration maximale sur une période de deux heures : 1500 mg/L --> concentration moyenne journalière : 1000 mg/L --> flux maximal journalier : 60 kg/j - DBO5 : <ul style="list-style-type: none"> --> concentration maximale sur une période de deux heures : 700 mg/L --> concentration moyenne journalière : 500 mg/L --> flux maximal journalier : 30 kg/j <p>[...]</p>
<p>Constats : Pas de non respect constaté.</p>
<p>Observations : La société ENGIE assure les opérations de prélèvement au droit de l'exutoire et en confie l'analyse au laboratoire IANESCO. Ces opérations sont réalisées à une fréquence mensuelle. Le dernier rapport a été reçu le 8 septembre 2023 (prélèvements du 17 août 2023).</p> <p>Depuis le début de l'année 2023, les résultats observés sont tous conformes aux valeurs limites mentionnées à l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 janvier 2012, et en flux, et en concentration, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MES : concentrations mesurées systématiquement inférieures à 400 mg/l - DCO : concentrations mesurées systématiquement inférieures à 650 mg/l - DBO5 : concentrations mesurées systématiquement inférieures à 250 mg/l <p>L'exploitant a par ailleurs fait valoir que la convention de rejet vers la station de Tours Métropole est en cours de révision avec objectif de se calquer sur les exigences des arrêtés préfectoraux et</p>

ministériels.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet